



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

Arras, le **20 SEP. 2023**

DCPPAT - BICUPE – SIC - LL - n° 2023 - 280

COMMUNE DE ECUIRES

S.C.A UNEAL

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles **L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5** ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique **2160** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 11 octobre 2016 délivré à la S.C.A UNEAL pour l'exploitation d'un stockage d'engrais et de céréales situé Rue de Paris (chemin rural n°2) – 62170 ECUIRES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-57 du 4 septembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 2 août 2023 conformément aux articles **L.171-6** et **L.514-5** du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 29 juin 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
 - des équipements électriques non-conformes à la réglementation ATEX ou à l'indice de protection contre la poussière IP 5X ;
 - des fils électriques sectionnés sans isolation non conformes à l'indice de protection IP 5X ;
 - l'absence de justifications de la mise en conformité des deux écarts constatés lors de la vérification des installations électriques du 13 avril 2023 ;
 - l'absence de justificatifs permettant de statuer du niveau de sécurité, de l'aspirateur servant au nettoyage des silos, nécessaire afin d'éviter l'incendie et l'explosion ;
 - l'absence de justificatifs du remplacement des moteurs usagés par des moteurs présentant un indice de protection IP 6X ;
 - l'absence de repérage de la colonne sèche implantée dans la tour de manutention.
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article **16.1** de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 11 octobre 2016 susvisé qui impose :
[Tout moteur usagé est remplacé par un moteur IP6X] ;
3. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article **23** de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 11 octobre 2016 susvisé qui impose :
*[Une colonne sèche conforme aux normes et aux réglementations en vigueur est implantée dans la tour de manutention du silo.
[...] Ces équipements sont [...] repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.] ;*
4. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article **16** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui impose :
*[Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :
- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ;
- ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuées de 75 °C.*

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;*
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.*

L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles]

5. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article **10-1** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui impose :

[Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.] ;

6. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article **L.171-8** du code de l'environnement en mettant en demeure la S.C.A UNEAL de respecter les dispositions des articles **16.1** et **23** de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2016 susvisé ainsi que les dispositions des articles **10-1** et **16** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article **L.511-1** du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La S.C.A UNEAL dont le siège social est situé 1, rue Marcel Leblanc – BP 50159 – 62223 SAINT-LAURENT-BLANGY exploitant un stockage d'engrais et de céréales situé Rue de Paris (chemin rural n°2) – 62170 ECUIRES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles **16.1** et **23** de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2016 susvisé ainsi que les dispositions des articles **10-1** et **16** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, en :

- disposant d'un aspirateur présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion ;
- justifiant de la mise en conformité des écarts relevés lors du contrôle des installations électriques du 13 avril 2023 ;
- mettant en conformité ses équipements électriques dans les zones recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion à l'article **16** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;
- justifiant que les moteurs remplacés depuis le 11 octobre 2017 le soient par des moteurs dont l'indice de protection est à minima IP 6X ;
- repérant la colonne sèche de la tour de manutention du silo.

Article 2 –

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article **1er** ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article **L.171-8-II** du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille - 5, rue Geoffroy St-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 – Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Pas-de-Calais.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.C.A UNEAL dont une copie sera transmise à la mairie de ECUIRES.

Pour le Préfet
le Secrétaire Général

Christophe MARX

Copies destinées à :

- S.C.A UNEAL – 1, rue Marcel Leblanc – BP 50159 – 62223 SAINT-LAURENT-BLANGY
- Sous-préfecture de MONTREUIL-SUR-MER
- Mairie de ECUIRES
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (U.D du Littoral)
- Dossier
- Chrono